

MAIRIE
DE
SAINT ANDRE D'OLERARGUES
30330



DOSSIER N° CUA 030 232 16 R 0006

Date de dépôt : 08/06/2016

Demandeur : Maître CARRE Jean-Jacques

Adresse demandeur : 1 rue Joseph Lacroix –
30700 UZES

Adresse terrain : Le Darbousse

Références cadastrales : B 226 B234 – B236

Superficie : 17 120 m²- 7 400 m² - 5 620 m²

CERTIFICAT d'URBANISME de SIMPLE INFORMATION
Délivré par le Maire au nom de la commune

Le maire de la commune de Saint André d'Olérargues

Vu la demande d'un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L.410-1 a) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain situé au Le Darbousse section B n° 226 de 17 120 m², section B n° 234 de 7 400 m² et section B n° 236 de 5 620 m², présentée le 08/06/2016 par Maître CARRE Jean-Jacques, 1 rue Joseph Lacroix – 30700 UZES, et enregistrée par la mairie de Saint André d'Olérargues sous le numéro **CUA 030 232 16 R 0006** ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

la carte communale approuvée le 12/01/2015.

CERTIFIE

Article 1

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 et suivants du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Article 2 : nature et contenu des dispositions d'urbanisme applicables au terrain

Le terrain est situé à l'extérieur d'une zone constructible de la carte communale susvisée.

Sont en outre applicables les articles suivant d'ordre public du règlement national d'urbanisme (RNU) :

- R.111-2 du code de l'urbanisme relatif aux projets susceptibles de porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de leur situation, leurs caractéristiques, leur importance ou leur implantation à proximité d'autres installations ;
- R.111-4 du code de l'urbanisme relatif à la conservation ou à la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques ;
- R.111-15 du code de l'urbanisme relatif au respect des préoccupations d'environnement définies aux articles L.110-1 et L.110-2 du code de l'environnement
- R.111-21 du code de l'urbanisme relatif à l'aspect extérieur des constructions et notamment à la protection des lieux avoisinants, des sites, paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ;

Sismicité : La commune est située dans une zone de **sismicité modérée** dans laquelle des règles de construction spécifiques doivent être respectées. L'autorité publique se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'article L 461-1 du code de l'urbanisme, c'est-à-dire de pouvoir contrôler les constructions trois ans après leur réalisation.

Article 3 : nature des servitudes d'utilité publique applicables au terrain

Le terrain est grevé des servitudes suivantes :

- Assainissement non collectif

Article 4 : régime des taxes et participations d'urbanisme (article L.332-6 et suivants et L.520-1 du code de l'urbanisme)

Les taxes et contributions ne peuvent être examinées qu'à l'examen de l'instruction de demande d'autorisation. Les renseignements ci-dessous n'ont qu'un caractère indicatif, valable à la date de délivrance du présent certificat.

Les taxes suivantes pourront être exigées à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

- | | | | |
|--|---|-------------|-------|
| - Part communale de la taxe d'aménagement | <table border="1"><tr><td>Taux en % :</td><td>5 %</td></tr></table> | Taux en % : | 5 % |
| Taux en % : | 5 % | | |
| - Part départementale de la taxe d'aménagement | <table border="1"><tr><td>Taux en % :</td><td>1,3 %</td></tr></table> | Taux en % : | 1,3 % |
| Taux en % : | 1,3 % | | |
| - Redevance d'archéologie préventive | <table border="1"><tr><td>Taux en % :</td><td>0,4%</td></tr></table> | Taux en % : | 0,4% |
| Taux en % : | 0,4% | | |

Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis de construire ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas, elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable.

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :

- Participations pour équipements publics exceptionnels (articles L. 332-6-1-2° c et L. 332-8 du code de l'urbanisme)

Participations préalablement instaurées par délibération : néant

Fait à Saint-André d'Olérargues le 10/06/2016

Le maire,
Florent GANDI



La présente décision deviendra exécutoire à compter de sa réception par le représentant de l'État et de sa notification au demandeur dans les conditions prévues à l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Effets du certificat d'urbanisme : le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.